

et 1908, les importations et les exportations se répartissent comme suit:

	Importations.	Exportations.
Royaume-Uni. . . . .	£649,612,926	£520,138,135
Australie. . . . .	51,896,809	72,888,003
Afrique australe. . . . .	57,979,502	98,984,848
Nouvelle-Zélande. . . . .	17,302,861	20,068,957
Canada. . . . .	309,756,608	361,572,159
Terre-Neuve. . . . .	2,143,130	2,487,461

Jusqu'à présent, toutes ces importations et exportations qui se font par mer et où le Canada figure pour près de £700,000,000, ont été entièrement protégées par la marine impériale, au maintien de laquelle le Canada ne contribue en aucune façon. De plus, le Canada ne participe pas à la défense commune de l'empire. Le jour où, à la suite de complications internationales, l'existence du Canada se trouvera en danger, pourra-t-on blâmer les autres parties de l'empire de ne pas venir à notre secours? A quoi bon espérer alors que le Canada soit un et indivisible?

Monsieur l'Orateur, chaque fois que le gouvernement libéral a été contraint d'agir —je m'exprime ainsi à dessein—je ne sache pas qu'il ait jamais rien fait pour manifester son attachement à l'empire ou lui venir en aide qui ne lui ait été dicté par le grand parti conservateur. Ainsi poussé au pied du mur, qu'est-ce que le Gouvernement propose que l'on fasse? Tout au plus ce que ferait quelque petite république sud-américaine, mais la marine d'aucune de ces petites républiques ne peut concourir à la sécurité ou à la gouverne du monde civilisé. Le premier ministre et ses partisans ne se rendent pas compte que le Canada est partie intégrante du vaste empire où il tient une place si importante. Ils marchent sur les traces du Vénézuéla. C'est pour la raison que j'ai dite que le Gouvernement se tient à l'écart; on dirait qu'il cherche à créer une distinction entre le statut britannique et le statut canadien. Je ne veux pas d'une marine canadienne, mais d'une marine impériale qui fera germer dans toutes les possessions britanniques de l'univers cette idée d'unité et d'égalité qui, quoi qu'en disent les membres de la droite, me semble prendre rapidement racine dans l'esprit de notre population.

Si nous devons avoir une marine de guerre, disent les orateurs ministériels, on devrait la construire au Canada. A première vue, cela paraît très bien. Mais cette théorie est tellement contraire à toutes celles qu'ils ont énoncées jusqu'à présent, que je ne conçois pas qu'ils aient pu l'insérer dans leur programme politique. A-t-on jamais entendu les libéraux se prononcer en faveur du développement des industries nationales ou de l'achat au Canada des marchandises qu'ils pouvaient se procurer à meilleur compte à l'étranger? N'ont-ils pas toujours soutenu qu'il faut acheter là où il y a le

plus d'avantage à le faire? Dans ma propre circonscription, les libéraux m'ont mainte et mainte fois objecté que lors même que nous fabriquerions nous-mêmes les instruments agricoles, ajoutant par là à l'industrie nationale, on pourrait toujours se les procurer à bien meilleur compte aux Etats-Unis. Leur opposant aujourd'hui leur propre argument, je dis que nous ne sommes pas en mesure, que nous sommes absolument incapables de construire des Dreadnoughts.

Bien plus, si le Gouvernement savait qu'il dût jamais compter sur les navires qu'il fera construire pour protéger le pays, il ne songerait même pas à tenter pareille aventure, mais il sait à qui il a affaire; il sait qu'il a affaire à la nation qui n'a jamais cessé de veiller sur nous, qu'il peut toujours compter sur la protection de ses navires de guerre qu'elle a fait construire à même le produit des taxes prélevées sur le peuple anglais qui a laissé faire sans murmure.

Il est temps que le Gouvernement cesse de faire croire qu'il s'efforce de raffermir la puissance de l'empire et de venir en aide à la marine de la Grande-Bretagne. Si nous devons entonner le "God Save the King" et "Rule Britannia", faisons quelque chose qui en vaille la peine au lieu d'adopter ce programme naval d'une insuffisance pitoyable. Quand je songe au projet du premier ministre, à l'enthousiasme de ses déclarations à l'égard du devoir du Canada envers l'empire, je commence à me faire une conception nouvelle de la valeur de l'éloquence.

Que le Canada se dote d'une marine dont l'empire ne pourra se prévaloir que lorsque le Canada aura constaté qu'il s'agit d'une guerre juste, voilà une déclaration que je trouve injurieuse. Quelle est la seule conclusion à tirer d'une telle déclaration? C'est que nous voulons bien participer à une guerre de la Grande-Bretagne, pourvu que cette guerre soit juste. Mais quel est aujourd'hui au Canada celui qui croit l'Angleterre capable de s'engager dans une guerre qui ne serait pas juste? Croit-on que cette nation qui est depuis des siècles le berceau de la liberté, qui s'est toujours constituée le champion des droits de l'homme, de la liberté de conscience et de parole, de la justice et de l'équité—est-il au Canada un seul homme qui pense que cette nation-là puisse jamais faire une guerre de tyrannie et d'oppression?

Si nous ne le croyons pas, je déclare que le Canada doit attendre que l'Angleterre s'engage dans des guerres semblables avant de se tourner vers de nouveaux autels.

Il me semble que le représentant de Nainimo (M. Smith) n'a pas bien répondu à la question que lui avait posée le député de Vancouver (M. Cowan). Dans la loi concernant l'Amérique septentrionale an-